



Fond de classe

Bulletin du Syndicat des Travailleuses et Travailleurs de l'Éducation CNT de Moselle

N°11 – Décembre 2014

SOMMAIRE

Élections dans l'Éducation Nationale : notre bilan
33ème congrès confédéral : La CNT garde le cap !
UdL : entreprise en route, université en déroute
Université : la pilule IDEX sera dure à avaler
Football : sport populaire ou mafia capitaliste ?
Interpro : la CNT en grève dans les garages Renault



Élections dans l'Éducation Nationale : notre bilan

Ça y est, les résultats sont tombés... et avec eux, espérons le, les illusions de celles et ceux qui voulaient encore croire que leurs volontés de changement passeraient par les urnes.

Premier constat : les syndicats de cogestion s'en sortent toujours aussi bien à ce petit jeu là. Après tout, les recettes de grand mère sont une valeur sûre : clientélisme syndical et gestion individualisée des carrières sont le meilleur moyen d'aller à la pêche aux voix et de trôner dans les instances (consultatives) de l'Éducation Nationale. Les bureaucrates syndicaux garderont leurs fauteuils de velours et l'administration n'aura pas grand mal à poursuivre son ouvrage : destruction de l'éducation prioritaire, développement de la précarité, flicage, etc..

Deuxième constat : pour les syndicats de lutte, la stratégie électorale n'a toujours aucun intérêt. Mais ça à la CNT, on connaît, et ça fait bien longtemps qu'on le répète le changement social, ça vient des luttes sociales. Face à la domination de classe, déléguer notre pouvoir de lutte n'a rien d'une alternative. Alors que nos camarades de SUD se rassurent, la perte de leur siège au CTM ne changera rien aux perspectives d'un syndicalisme qui souhaite obtenir des victoires. La notion de représentativité, qui conditionne certains droits, est bien une entrave au droit de grève et aux luttes. C'est pourquoi nous la combattons.

Conclusion. C'est à la base, dans les Assemblées Générales, et dans les grèves que tous ensemble nous construisons une autre école et une autre société.

Face à l'austérité, la criminalisation du mouvement social et l'extrême droite : la CNT garde le cap !

La Confédération nationale du travail a tenu son XXXIIIème congrès confédéral à Angers les 12, 13 et 14 décembre derniers.

Riche en débats, celui-ci a permis aux nombreux syndicats présents de travailler, dans une ambiance fraternelle, sur le fonctionnement, l'orientation, la stratégie et le développement des structures syndicales de la confédération pour les deux années à venir ainsi que de renouveler l'équipe confédérale. Ainsi, une fédération du Travail, de l'Emploi et de la formation professionnelle va voir le jour au même titre qu'un Institut de formation confédéral.

La présence et les interventions de camarades issus de organisations étrangères proches de la CNT, telles que la FAU allemande, la SAC suédoise ou le CLA algérien, a également été l'occasion de réaffirmer la solidarité et les liens de la confédération avec les travailleurs et travailleuses en lutte contre le système capitaliste dans le monde entier.

Dans une situation politique et sociale difficile, marquée par les politiques d'austérité, la montée de l'extrême droite et un mouvement social et syndical en situation de faiblesse devant faire face à toujours plus de violence tant étatique que patronale, la CNT se positionne plus que jamais pour un syndicalisme autogestionnaire et une transformation sociale, communiste et libertaire de notre société.

La CNT invite tous ceux et toutes celles qui se reconnaissent dans son combat et ses pratiques à la rejoindre ou à prendre contact avec ses syndicats afin d'amplifier la riposte et le combat face à l'oppression capitaliste.

Pour la lutte des classes, l'autogestion, la solidarité internationale et l'émancipation des travailleurs et travailleuses : la CNT, un syndicat de combat !

Université de Lorraine : entreprise en route, université en déroute...

Le mardi 16 décembre, une trentaine de personnels et étudiant.es de l'Université de Lorraine se sont réuni.es devant le bâtiment de la Présidence à Vandoeuvre-les-Nancy, où se tenait le Conseil d'Administration. L'objectif était d'en perturber la tenue afin d'empêcher le vote de la motion concernant « la publication des emplois dans le cadre de la campagne d'emplois 2015 ». Après avoir affronté un barrage de vigiles, nous avons pénétré le bâtiment de la Présidence et fait entendre, à coup de casseroles et de sirènes, notre révolte. Jusqu'à réussir à occuper une salle proche de celle du conseil, et recevoir une délégation du Conseil d'Administration dans notre Assemblée générale improvisée, en la personne de Martial Delignon (vice-président de l'UL). Le cours de cet échange a démontré encore une fois l'hypocrisie de la Présidence, et son refus d'adopter une autre position que la soumission devant la politique d'austérité du gouvernement.

La motion – qui se résume à l'adoption des restrictions budgétaires gouvernementales, entraînant ainsi la diminution considérable des publications de postes, confirmant le gel de deux cents d'entre eux – a été adoptée avec la moitié des voix (14 sur 28). Et ce malgré l'opposition des manifestant.es, de celle que le Conseil Technique avait exprimé à l'unanimité la veille, et des deux seuls votes contre relevés parmi les élu.es au CA ! (Quand on vous dit que le syndicalisme électoraliste c'est du foutage de gueule...) D'ailleurs, parlons en de ce CA : depuis l'adoption du statut d'Etablissement Public de Coopération Scientifique, des représentant.es d'entreprises peuvent désormais faire partie des décisionnaires dans les conseils d'administration. A l'Université de Lorraine siègent notamment, parmi les personnalités extérieures : Monsieur Luc Chefneux, directeur des affaires scientifiques et internationales chez Arcelor Mittal R&D, Monsieur Patrick Morel, directeur du Crédit Mutuel Enseignant 54 et Madame Marie Tributou, du groupe la Poste.

Encore une fois, les instances cogestionnaires de l'Université ont montré leur rôle plus que fantoche lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts des personnels et des étudiant.e.s. Alors, que la présidence de l'Université de Lorraine l'entende : ses propos diffamatoires au sujet des manifestants reportés en introduction du compte-rendu officiel du CA ne suffiront pas à discréditer l'action de celles et ceux qui ont fait le choix d'affronter directement les politiques d'austérité et ses petits managers de salons.

D'ores et déjà, le collectif de lutte qui s'est constitué ces dernières semaines a annoncé qu'il poursuivra ses actions dès le rentrée de janvier. Les travailleurs et travailleuses de l'éducation de la CNT Moselle soutiennent ces initiatives, et la mobilisation des personnels et étudiant.es de l'Université de Lorraine qui subissent, depuis la mise en œuvre de la LRU, les méfaits de la création d'un « pôle de compétitivité » au détriment d'une université telle que nous la revendiquons : lieu de développement et de transmission des savoirs.

Ainsi, la CNT Sup'recherche, soutient les initiatives des personnels et des étudiant.e.s à la base, et les invite à organiser leur lutte, dès janvier, au travers d'Assemblées Générales souveraines. Le CNT Education précise que la sa fédération (FTE CNT) dépose des préavis de grèves permanents couvrant une éventuelle reconduction décidée par les travailleur.se.s en lutte. Toutes et tous ensemble, revendiquons :

- Notre opposition aux politiques d'austérité, l'abandon du gel des postes, et la publication de l'ensemble des postes par l'Université de Lorraine.

- Le retrait de la candidature de l'Université de Lorraine au mode de financement de l'IDEX, qui a été voté lors de ce CA.

- Le refus de la mise en œuvre des primes à l'objectif et autre NIB, qui ne ferait que créer de la concurrence entre les chercheur.euses de mêmes laboratoires, mais aussi entre différents laboratoires et filières.

- L'abrogation de la LRU



La pilule IDEX sera dure à avaler

Le 16 décembre, le Conseil d'Administration a voté la candidature de l'Université de Lorraine aux « initiatives d'excellence ». Sous l'acronyme d>IDEX, il s'agit d'un des fruits pourris de la politique économique industrielle lancée par Nicolas Sarkozy en 2010, avec le « grand emprunt » ou « investissements d'avenir ». Il y a quatre ans, l'Etat français lançait un emprunt de 35 millions d'euros aux différents marchés financiers, sous-couvert de relancer l'économie du pays. Avec 11 milliards destinés à l'Enseignement supérieur et la formation, et 7,9 à la recherche, les investissements d'avenir se traduisent en neuf programmes, dont deux touchent l'enseignement supérieur et la recherche : les Centres d'excellence, et la Valorisation de la recherche, tous opérés par l'ANR (Agence Nationale de la Recherche). Ces programmes se mettent en œuvre à travers des projets, dont L'IDEX, qui rassemble à lui seul 7,7 milliards. Mais en réalité, avec la LRU, l'Etat se désinvestit financièrement des universités en amputant considérablement les budgets annuels. Mais pour finalement proposer d'autres modes de financement, parmi lesquels s'inscrivent les « initiatives d'excellence ». Financements qui, auparavant, étaient attribués selon des critères plus objectifs comme le nombre d'étudiant.es et l'offre de formation.

Concrètement, l>IDEX se traduit par un ensemble de projets, répondant aux appels de l'ANR, qui dépend elle-même du CGI (Commissariat Général à l'Investissement) qui veille au respect des volontés du gouvernement. Le nouveau mode de financement que représente l>IDEX fonctionne avec un comité d'experts français et internationaux, extérieurs et intérieurs à l'université, du privé et du public, d'institutions et d'entreprises, qui reçoit et examine les candidatures des universités désireuses d'entrer pleinement dans le statut de pôle de compétitivité et recevoir le label d'excellence. Pour les heureuses élues, l>IDEX se traduit par une dotation de quelques millions d'euros : entre 700 et 950 millions. Un premier appel à candidatures a été lancé en 2011 dans le cadre du programme d'investissements d'avenir, et un second en 2014 dans le cadre d'un second programme éponyme.

Les projets soumis sont réalisés par les hauts-fonctionnaires des universités, dans la plus grande opacité pour les personnels. Ce qui signifie que les personnes qualifiées en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche sont exclues des décisions prises pour l'avenir de l'université, dans toutes ses dimensions, autant scientifique, que pédagogique et politique. Désormais, les budgets qui étaient auparavant attribués directement aux laboratoires passeront par l'ANR, en charge de recevoir et d'examiner les projets que les laboratoires doivent désormais soumettre pour être financés. Car la dotation que le gouvernement nous

présenterait volontiers comme un don du ciel, est en réalité une dotation en capital, gérée par l'ANR dont seuls les intérêts produits seront répartis entre les différents sites des universités labellisées, et autant dire qu'ils seront infimes. La compétitivité revendiquée ne cesse d'accroître. D'ailleurs, le pourcentage de projets reçus par l'ANR ne cesse de diminuer, il était de 26% en 2005, de 21% en 2010 et de 19% en 2012.

La politique mise en œuvre au travers la détestable notion d'excellence implique une concurrence rude entre les universités, les laboratoires, les thématiques de recherches, et les enseignant.es-chercheur.es eux-mêmes. Entraînant des inégalités de traitement de plus en plus marquées, et une course à la réalisation de projets dont les thématiques ne nous appartiennent même plus. Les dossiers de candidatures seront soumis en janvier à l'ANR. La labellisation de l'Université de Lorraine nous engagerait alors dans une redéfinition totale de la structure démocratique universitaire : une superstructure dont la visée serait l'excellence (compétitivité, rentabilité) où serait géré d'en haut la politique scientifique, la politique d'emploi, le budget et les recrutements. Et qui laisserait notamment la porte ouverte à la multiplication des emplois précaires, à la réduction des titularisations, à la généralisation de filières sélectives, à l'augmentation des frais d'inscription ainsi qu'à la fermeture de filières non-rentables et à la politique de primes à l'objectif.

Verdict décisif le 9 janvier pour Fouad, syndicaliste CNT

Ce sont plus de 800 étudiant.e.s et personnels de l'université de Metz – alors en lutte depuis plusieurs mois contre le Contrat de première embauche - qui avaient occupé le 30 mars 2006 les voies de chemins de fer en gare de Metz. Pourtant, en 2015 c'est bien le seul syndicaliste de la CNT, Fouad Harjane, qui est toujours poursuivi au civil par la SNCF. Condamné en première instance à payer près de 40 000 euros de dommages et intérêts pour cette action pacifique – et légitimée par un mouvement de grève nationale qui avait obtenu le recul du gouvernement Villepin – Fouad se voit aujourd'hui contester la recevabilité de son appel par la SNCF. Vendredi 9 janvier la chambre civile du TGI de Metz annoncera si oui ou non notre camarade pourra avoir droit à un nouveau procès.

Cette décision est lourde d'enjeu : au delà de l'injustice de condamner un individu pour une action collective, un verdict défavorable à notre camarade serait un message fort envoyé au mouvement social. Alors que la colère monte à l'Université de Lorraine comme ailleurs, face à la répression du capital, notre meilleure arme c'est la solidarité : **rendez vous vendredi 9 janvier dès 8h30 devant le TGI de Metz, rue Haute Pierre.**

Football : sport populaire ou mafia capitaliste ?

Dans les cours d'école le « football » est roi : le jeu qu'improvisent les enfants ignore la corruption, l'affairisme et les comportements mafieux. Pas de poteaux : des vêtements posés à même le sol. Pas de tracé : les limites trouvées avec ce qu'il y a. Pas de maillots : pas de temps à perdre ! Le temps est contraint mais n'a rien à voir avec celui (officiel) de la FIFA. Certains peuvent même quitter le jeu quand bon leur semble ou y venir moyennant une rapide négociation. Les plus acharnés vivent la récréation comme leur moment où ils agissent avec plaisir et où s'exprime leur liberté. Que leur importe les magouilles du football-mafia dont l'écho dans les médias a été bruyant ces derniers temps ?

Le jeu peut dégénérer, bien sûr : manifestation de sexisme lorsque les garçons veulent faire régner leur pouvoir sur l'espace, risque d'ostracisme lorsque le « nul » est mis hors jeu ou encore expression de domination lorsque les « coups de physique » surgissent pour obtenir la victoire avant la fin, générant bagarres à coup sûr. Tout enseignant (en primaire, dans le secondaire), tout éducateur (animateur, professeur) connaît cela et sait intervenir.

Sauf que l'imaginaire au sein de la modernité tardive en crise est colonisé, non seulement par l'image des vedettes à crampons et par le discours de l'idéologie sportive qui veut que le football soit au-delà des « dérives » tellement c'est une passion. Certes, il ne viendrait à personne l'idée saugrenue de mettre au rebut le sport qui a de si belles valeurs en lui et pleins de vertus à diffuser.

Pourtant, refuser que le mot « football » qualifie ces deux réalités est un geste critique salutaire qui a toute sa place à l'école pour l'expliquer à nos élèves ainsi qu'aux adultes !

Syndicat CNT des Travailleurs.se.s de l'Education Région Parisienne

Garages Renault en grève : de l'argent pour les salariés, pas pour les actionnaires !

Le 11 décembre se tenait une troisième journée de mobilisation ayant été crescendo. En effet, suite à la seconde réunion de Négociation annuelle obligatoire concernant les salaires, la CNT n'a pu que constater une volonté délibérée de la direction de l'entreprise de ne pas formuler de réponses quant aux attentes exprimées par notre organisation, ni même une contre proposition. Tout juste concède-t-elle 1,4%. Imaginez ce que cela représente quand on gagne à peine 1 000 à 1 200 euros après des décennies de bons et loyaux services : une insulte, ni plus, ni moins.

Aussi, dès mardi 9 décembre, la CNT a décidé de déclencher un débrayage touchant l'ensemble des agents du magasin (dépôt logistique d'Ennery) approvisionnant près de 250 garages franchisés Renault en Moselle et Meurthe et Moselle Nord. Le mouvement touche 90% de ces agents. 4 h 30 de grève le 9 décembre de 6 heures à 10 heures du matin, de même pour le mardi 10 n'ont vu la direction apporter pour seule réponse que de remplacer les agents grévistes par des vendeurs dont le travail ne correspond en rien à leurs compétences. Gage de qualité exprimé à sa clientèle sans doute ?

Déterminés, les grévistes ont donc décidé de durcir le mouvement à compter de ce jeudi 11 décembre, décidant d'entrer en grève reconductible par tranche de 24 heures.



La section CNT garages Renault groupe GGBA (ex-Chevalier) exige de la direction un salaire minimum de 1 400 euros net pour toutes et tous, une prime de déplacement, une prime d'ancienneté, des tickets restaurants, une participation plus importante pour le Comité d'entreprise, etc. car cette entreprise a de l'argent, gagné grâce à notre travail. Il est dans les caisses et les poches des actionnaires ! Pour preuve, le groupe vient de racheter tous les garages Audi sur la Moselle.

La section CNT garages Renault groupe GGBA informe par le présent communiqué l'ensemble de la presse, des organisations syndicales et des travailleurs et travailleuses qu'elle est en lutte pour des conditions de vie digne et que son combat rejoint l'ensemble des camarades qui dans les entreprises pratiquent un syndicalisme de lutte de classe et qui cherchent à s'unir pour battre le patronat et ce gouvernement autoritaire et libéral, qui nous presse la ceinture chaque jour un peu plus.

La CNT appelle l'ensemble des travailleurs et travailleuses de l'automobile à venir la rejoindre et la renforcer pour en finir avec le désert syndical régnant dans les maisons mères, la sous traitance ou les concessions.

Section CNT Garages Renault